



10 décembre 2021

PAR COURRIEL

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada

L'honorable Chrystia Freeland
Vice-première ministre
Ministre des Finances

L'honorable Jean-Yves Duclos
Ministre de la Santé

L'honorable Mona Fortier
Présidente, Conseil du Trésor du Canada

Premier ministre Trudeau, ministre Freeland, ministre Duclos et ministre Fortier,

En février 2018, votre gouvernement a annoncé la mise sur pied d'un Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance médicaments. En juin 2019, celui-ci rendait son rapport final, communément appelé le rapport Hoskins. On y proposait une feuille de route complète pour enfin instaurer un régime public et universel d'assurance médicaments.

Malgré les promesses de votre gouvernement en ce sens, aucune mesure concrète n'a été prise pour mettre en œuvre cette politique publique. Le discours du Trône, prononcé en novembre dernier, ne donnait aucune indication sur les intentions gouvernementales. Nous nous expliquons mal une telle situation alors que ce dossier semblait prioritaire encore récemment.

Les problèmes de l'assurance médicaments sont connus depuis fort longtemps et ont été amplement documentés. Le rapport Hoskins a clairement démontré que la situation n'était plus tenable et qu'il fallait aller de l'avant avec un régime public et universel. Le Canada est le seul pays de l'OCDE à ne pas avoir intégré les médicaments d'ordonnance à son système public de santé. Trop de personnes au Canada ne peuvent tout simplement pas se payer de médicaments, tandis que l'accès aux médicaments est variable et dépendant des couvertures des régimes privés. En plus de ces iniquités, les dépenses en médicaments au Canada et au Québec sont parmi les plus élevées au monde. L'explosion des coûts met en péril la viabilité des régimes privés et des régimes publics. Sans régime public et universel, il est très difficile de négocier à armes égales avec les entreprises pharmaceutiques.

Que ce soit au Québec ou au Canada, les citoyens et les citoyennes ont besoin d'un régime public et universel d'assurance médicaments. La mise à jour économique et le budget constituent des occasions en or pour poser les premiers jalons vers un régime public et universel d'assurance médicaments. Nous demandons à votre gouvernement de tenir sa promesse et d'agir en fonction de l'intérêt collectif. Car ne pas agir dès maintenant mettra en péril, à plus ou moins long terme, le financement de nombreux autres services essentiels de santé.

Comme le Québec détient son propre régime public/privé, nous jugeons que le Québec doit avoir droit à une compensation entière à condition qu'un régime public et universel soit mis en place et offre une couverture équivalente ou supérieure à celle du régime national.

Cordialement,

Johanne Arnould
Présidente d'Union des consommateurs

Robert Comeau
Président de l'Alliance du personnel
professionnel et technique du réseau de la
santé et des services sociaux (APTS)

Éric Gingras
Président de la Centrale des syndicats du
Québec (CSQ)

Caroline Senneville
Présidente de la Confédération des
syndicats nationaux (CSN)

Sophie Verdon
Coordonnatrice de la Coalition solidarité
santé

Daniel Boyer
Président de la Fédération des travailleurs
et travailleuses du Québec (FTQ)

Gaëlle Fedida
Présidente de la Table des regroupements
provinciaux d'organismes communautaires
et bénévoles (TRPOCB)

Nathalie Levesque
Présidente par intérim de la Fédération
interprofessionnelle de la santé du Québec
(FIQ)

Luc Vachon
Président de la Centrale des syndicats
démocratiques (CSD)